

Monde

Modifié à 20:56

Des crimes de guerre auraient aussi été commis par des soldats ukrainiens

Plusieurs médias internationaux font état de vidéos circulant sur les réseaux sociaux et montrant de possibles exactions commises par l'armée ukrainienne contre des soldats russes. En fin de semaine dernière, l'ONG Human Rights Watch avait déjà lancé l'alerte, appelant les autorités de Kiev à enquêter.

Dans son édition de jeudi, [le quotidien français Le Figaro](#) a fait état notamment d'une vidéo publiée sur Telegram, montrant des militaires portant, pour certains, le brassard bleu des Ukrainiens. On y voit d'autres militaires au sol, des soldats russes apparemment, encore vivants mais qui sont achevés ensuite de sang-froid par les premiers.

Le New York Times a lui aussi évoqué ces images. Identifiées en sources ouvertes, elles auraient été tournées au nord du village de Dmytrivka à l'ouest de Kiev. L'agence de presse ukrainienne UNIAN, citée par Le Figaro, précise que l'unité russe concernée aurait été prise en embuscade à la fin du mois de mars alors que les Russes se retiraient de la région de Kiev.

L'appel de HRW aux autorités ukrainiennes

En fin de semaine dernière, l'ONG Human Rights Watch (HRW) a exhorté les autorités ukrainiennes à enquêter sur de potentiels "crimes de guerre" envers les prisonniers russes. Elle a lancé cet appel après la diffusion d'images semblant montrer des soldats ukrainiens leur tirant dans les jambes.

Sur une vidéo diffusée quelques jours plus tôt, on peut voir trois hommes en treillis, les mains attachées dans le dos, jetés à terre depuis un fourgon par d'autres hommes armés, qui leur tirent dans les jambes.

Si l'authenticité des images n'a pas pu être établie de manière indépendante, l'AFP a géolocalisé la vidéo comme étant tournée dans le village de Mala Rogan, dans la région de Kharkiv (nord-est), repris en début de semaine par les forces ukrainiennes après une offensive.

Les journalistes de l'AFP qui ont pu se rendre à Mala Rogan le 28 mars ont vu les corps de deux soldats russes, un sac sur la tête, gisant dans l'une des allées du village, en grande partie détruit par les combats. Au moins deux autres corps ont été jetés dans un puits.

"Tirer dans les jambes est un crime de guerre"


"Si confirmé, passer à tabac et tirer dans les jambes de combattants capturés constituerait un crime de guerre", a indiqué HRW dans un communiqué publié le 31 mars. "L'Ukraine doit démontrer qu'elle est capable et désireuse de prévenir et de punir les violations graves du droit humanitaire international", a ajouté l'organisation.

Un conseiller de la présidence ukrainienne, Oleksiï Arestovitch, a reconnu sur Telegram que les abus sur les prisonniers constituent un "crime de guerre" et que de tels actes doivent être "punis". "Nous traiterons les prisonniers conformément à la Convention de Genève, quelles que soient vos motivations émotionnelles personnelles", a-t-il indiqué en s'adressant aux militaires.

"On doit toujours vérifier ce que font toutes les parties de la guerre. Chaque partie a des obligations dans la guerre, selon les Conventions de Genève", explique dans l'émission Forum Rachel Denber, directrice adjointe de la division Europe et Asie centrale à HRW.

Pour authentifier les vidéos, principal matériau recueilli pour les enquêtes, l'ONG s'appuie sur la géolocalisation et sur l'expertise de médecins, notamment, explique encore Rachel Denber.

>> L'interview de Rachel Denber dans Forum:

 Exactions contre les prisonniers de guerre russes: interview de Rachel Denber, directrice Europe d'Human Rights Watch [RTS]

Exactions contre les prisonniers de guerre russes: interview de Rachel Denber, directrice Europe d'Human Rights Watch / Forum / 5 min. / aujourd'hui à 19:36

Dans un article (payant) évoquant les mêmes vidéos et les possibles crimes de guerre ukrainiens, [le journal Le Monde](#) relève que la présidence ukrainienne promet que les responsables seront traduits en justice mais que certains officiels ukrainiens sont plus ambigus.

A Moscou, Alexandre Bastrykine, directeur du Comité d'enquête russe (organe chargé des principales investigations criminelles dans le pays), a ordonné de lancer une enquête sur les abus présumés.


oang avec afp

À consulter également

 Le dossier consacré à la Guerre en Ukraine.

Le dossier consacré à l'invasion russe en Ukraine

Guerre en Ukraine
Le 28 février 2022

 Le président de la Confédération Ignazio Cassis revient sur le défi posé à la Suisse par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. [RTS]


Ignazio Cassis: "Ce ne sont pas des crimes de guerre tant qu'un tribunal ne l'a pas décrété"

Suisse
Hier à 20:59

 L'OSINT, ou comment le citoyen peut aider à lutter contre la désinformation [RTS]

L'OSINT, ou comment le citoyen peut aider à lutter contre la désinformation

Monde
Mercredi à 16:02

 Alexandre Konovalov, un habitant de la ville de Boutcha en Ukraine. [RTS]

A Boutcha en Ukraine, "les Russes tiraient sur tout ce qu'ils voyaient"

Monde
Lundi à 23:03

À propos de la RTS

A propos

FAQ

Conditions générales

Charte de confidentialité

Contact

Travailler à la RTS

Communiqués de presse

Play Suisse

Recevoir nos programmes

Comment écouter nos podcasts

Ventes aux professionnels

RTS Avec Vous

RTSR

Médiation

[Gérer les paramètres
relatifs aux cookies](#)

[Visiter les studios](#)

[Assister aux émissions](#)

[La Boutique RTS](#)

[SRF](#) | [RSI](#) | [RTR](#) | [SWI](#)

RTS Radio Télévision Suisse, succursale de la Société suisse de radiodiffusion et télévision